



COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-756

6-1 Police Municipale



Autorisation de stationnement

OBJET : Installation d'une base vie et stockage de matériaux
Rue du Petit Prince

Direction Générale des
Services Techniques

N/Réf : *CF*
CS/CF/FD
259070 260563

DGS :
Cab :
DGST : *[Signature]*
DST :
Adjoint :

Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

VU la demande en date du 4 Novembre 2022 par laquelle l'entreprise **ID VERDE** demeurant 8 Chemin Clément Laffargue 33650 Martillac, sollicite l'autorisation pour :

2 zones de stockage de matériaux ainsi qu'une base vie délimitées par des barrières de type HERAS ou équivalent, situé sur 4 places de stationnement le long du boulo-drome, ainsi que les stationnements en calcaire se trouvant côté Sud Est de l'école Saint Vincent, rue du Petit Prince à La Teste de Buch.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de la voirie Routière,

VU le Code de l'Environnement,

VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

VU la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté municipal n°2022-236 en date du 04 mai 2022 portant dispositions en matière de tranquillité publique,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public,

ARTICLE 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour stocker des matériaux ainsi qu'une base vie situé sur 4 places de stationnement le long du boulo-drome et sur les emplacements en calcaire côté Sud Est de l'école Saint Vincent, rue du Petit Petit Prince à La Teste de Buch, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

-STATIONNEMENT

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise avec notamment pour délimiter cette zone, la pose de barrières de type « HERAS », ou équivalent.

-DEPOT DE MATERIAUX

Le bénéficiaire est autorisé à déposer sur les dépendances de la voie (accotement), les matériaux et matériels spécifiés dans sa demande sous réserve de ne pas empiéter sur la voie.

Ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Le pétitionnaire devra avertir les Services de la Mairie dès l'enlèvement total des matériaux.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra signaler son occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation

Période des travaux autorisés : du 23/11/2022 au 16/12/2022.

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 5 - Redevance

La présente autorisation ne fera pas l'objet du paiement d'une redevance, conformément aux dispositions décidées à la Délibération du Conseil Municipal du 14 Décembre 2021 :

Mise en place d'une gratuité des travaux pour le compte de la Mairie, concernant les occupations du domaine public communal.

ARTICLE 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.